

Entre *montagne* et « réserve forestière »

Front pionnier, *sentiment communautaire et production de la conservation de la nature dans le sud-est de la Forêt Lacandona, Mexique*

Ingreet Juliet Cano Castellanos

julietccano@yahoo.com

Thèse de Doctorat en Sciences Sociales et Ethnologie

Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social et Université de Paris
Ouest Nanterre La Défense.

Codirecteurs : José Luis Escalona et Jacques Galinier

Résumé substantiel

Dans cette recherche, j'essaie de décrire et d'analyser les transformations environnementales et les changements socioculturels qui ont eu lieu dans une des extrémités du sud-est du Mexique depuis un peu plus de 40 ans. En même temps, il s'agit d'une tentative de mettre en évidence et de comprendre les relations contradictoires à partir desquelles les populations locales et l'Etat mexicain se transforment mutuellement. En partant de ce fait, je peux dire que, de manière générale, ma recherche est une tentative de parler des processus d'interaction entre des groupes humains et les environnements dits «naturels», mais aussi des processus où ces groupes et les instances gouvernementales interagissent. Particulièrement, je m'intéresse à l'impact symbolique et matériel des dynamiques gouvernementales sur la vie quotidienne des populations locales.

Or, une des premières inquiétudes qui peut surgir à l'esprit du lecteur est : pourquoi fais-je allusion à un processus d'environ 40 ans ? Fondamentalement, parce que le territoire qui est l'objet de cette recherche correspond à une région colonisée récemment. C'est-à dire qu'avant d'être occupé et peuplé de manière permanente, celui-ci était un territoire où dominait la végétation propre à l'écosystème de la forêt, ainsi appelée «toujours verte» (*perennifolia*). Cela veut dire que je parle notamment du territoire connu sous le nom de Marqués de Comillas et considéré généralement comme une des régions qui intègrent la dite Forêt Lacandona, qui se trouve dans l'Etat du Chiapas. Son unicité se doit d'un côté au fait,

bien connu, que jusqu'à l'année 1905 l'Etat mexicain donna les terres qui l'intégraient au noble espagnol Claudio Lopez Bru, mieux connu sous le nom de Marqués de Comillas (De Vos 1988; González Ponciano 1990). D'autre part, sa particularité se doit au fait qu'en 1955, ces terres furent officiellement déclarées « terres nationales » et cela déclencha le dernier processus de colonisation vécu par la Forêt Lacandona ; approximativement entre 1970 et 1986 (Pohlenz 1991; González Ponciano 1990). Même si quelques universitaires connaissent l'origine du nom de la région, la plupart des fonctionnaires et des habitants de Chiapas associent Marqués de Comillas uniquement à la colonisation. Un autre aspect qui caractérise la région, mais connu principalement par les universitaires, est que Marqués de Comillas avant la colonisation n'était pas un territoire vierge mais il était relié aux marchés internationaux de bois précieux, approximativement entre 1870 et 1949 (De Vos 1988). Cependant, les compagnies de bois qui s'établirent là-bas et la main d'œuvre qu'elles employaient ne produisirent pas, aux alentours de la forêt, les mêmes effets de la colonisation. Il faut dire que l'histoire de ce territoire remonte aussi à l'époque préhispanique, même si ce passé est à peine connu, peu étudié *in situ* et vaguement compris par la population colonisatrice qui en rencontrait les vestiges au fur et à mesure qu'elle s'appropriait des environs de la forêt. Jusqu'à l'année 1999, quand on parlait de Marqués de Comillas, dans l'esprit de la plupart des personnes au Chiapas surgissait l'image d'un territoire caractérisé par le déboisement et l'élevage du bétail. Aujourd'hui encore celle-ci est une des images qui définissent la région, mais s'y est ajoutée celle qui la représente divisée en deux territoires municipaux, créés en 1999 et appelés respectivement Benemérito de Las Américas et Marqués de Comillas (Harvey 2004). Cela fait qu'aujourd'hui en particulier les Systèmes d'Information Géographique empêchent de représenter la région de Marqués Comillas comme un seul territoire qui a vécu un seul et même processus de colonisation et de configuration frontalière ; ceci en raison du fait que cette région se trouve à la limite de la ligne qui divise le Mexique du Guatemala, ou bien à la limite des forêts Lacandona (du côté mexicain) et des forêts du Petén, Alta Verapaz et Quiché (du côté du Guatemala). Sans vouloir ignorer la division administrative qui a eu lieu il y a 15 ans à peine, je me dois de préciser que dans cette recherche, quand je dis Marqués de Comillas, je fais à chaque fois référence au territoire qui est limité par les fleuves Lacantún, Usumacinta et Salinas, mais aussi par la frontière que le Mexique et le Guatemala lui accordèrent en 1882, ratifièrent en 1895 et créèrent *in situ* en 1902 (González Ponciano 1995; De Vos 1988). Même si la situation de la frontière internationale est un aspect fondamental pour beaucoup de dynamiques régionales, je dois préciser que cette recherche n'explore pas le sujet comme tel, fondamentalement parce que

celui-ci n'a pas un rôle déterminant dans la problématique socio-environnementale qui m'intéresse. D'autres aspects aussi caractéristiques de Marqués de Comillas ne seront pas traités dans cette recherche, comme c'est le cas de la création des municipalités dans la région. Puisqu'il y a des études spécifiquement dédiées à ce sujet (Harvey 2004 ; 2007), je le mentionne de façon marginale dans mon analyse. Certains aspects, plutôt relégués aux conversations privées, comme c'est le cas du narcotrafic et son impact sur l'économie domestique de plus d'un groupe familial, ne seront pas non plus décrits puisqu'ils correspondent à d'autres dimensions de la réalité régionale. Dans ce sens-ci, l'image que le lecteur pourra garder, en lisant cette recherche, est celle d'un Marqués de Comillas. Celui dans lequel la question sur le déboisement a produit quelques changements dans la plupart de la population et des expériences essentielles pour seulement certains des colonisateurs de la région.

Une fois esquissées les caractéristiques du territoire qui fait l'objet de ma recherche, je peux enfin faire référence à la population, grâce à laquelle je peux mettre en évidence l'importance de mettre en relation problématiques environnementales et politiques. Je parle ici concrètement d'hommes et de femmes de différents âges, origines, parcours de vie, racines culturelles et croyances, même s'ils sont tous classés en général sous la catégorie «colonisateurs».

Il est important de clarifier que cette catégorie se réfère à cette partie de la population qui s'est établie sur les terrains dit «naturels» ou «vierges» de manière spontanée ou autorisée par des instances gouvernementales et dans le but de s'approprier des terres ayant l'idée d'en vivre ou de les exploiter pour un temps déterminé. En accord avec cette caractérisation générale, je peux affirmer que le type de colonisateur auquel je me réfère est un sujet qui apparaît dans différents pays de l'Amérique Latine pendant tout le XXe siècle. Ceci, essentiellement, à cause de la demande importante de terres de la part des populations rurales, des conflits agricoles que celle-ci provoquait et pour l'insuffisante affectation des grandes propriétés de la part de l'Etat dans chaque territoire national (Preciado 1978; Lobato 1979; García 1999; Leyva & Ascencio 1997; Fajardo & Urbina 1998; Schmink & Wood 1984). Dans ce sens-ci, il vaut la peine de mentionner le fait que, donc, il s'agit de sujets qui intègrent ce qui dans la littérature française est connu comme un *front pionnier* ou, dans la littérature anglaise, comme un *settlement frontier* (Albaladejo & Tulet 1996; Arnauld de Sartre 2006; Wood & Wilson 1984). Justement ces deux catégories dévoilent un autre aspect intéressant du type de colonisateur duquel je parle. Utiliser le mot *frontière* met en évidence la distance qui existe

entre ces peuplements et les zones de plus grande concentration de population, mais il fait allusion aussi au fait que les terres que l'on s'est appropriées hypothétiquement devenaient partie de l'ensemble des ressources qui soutenait l'économie de chaque pays. Cette perspective inhérente à la catégorie « colonisateur », en fait, se réfère au fait que pendant les XIXe et XXe siècles la colonisation fut considérée comme un facteur de développement économique dans la mesure où s'élargissait ce que certains appelèrent la « frontière agricole » (Revel-Mouroz 1972). Il faut préciser que les processus de colonisation, surgis de la grande demande de terres, ne bénéficièrent nécessairement pas du même prestige étant donné que ceux qui se déplacèrent pour aller vers des terres « vierges » étaient plutôt des hommes ou des femmes qui, pour différentes raisons, ne pouvaient pas accéder ou garder des parcelles de terre dans leurs lieux d'origines et se voyaient donc obligés à partir à la recherche de nouveaux horizons.

Or, il faut dire que les colonisateurs comme ceux auxquels fait référence cette recherche furent considérés, jusqu'à la fin des années 70, comme faisant partie d'une colonisation qui en pratique constituait une « valve qui liber[ait] le système de la pression sur l'emploi, impliqu[ant] une dotation de moyens de production (de la terre) sans les distribuer et retard[ait] le développement du capitalisme » (Preciado 1978,47). A travers cette vision, la colonisation commençait à perdre l'aura progressiste de jadis et permettait aussi de mettre en évidence la différenciation socio-économique qui existait et se manifestait entre les acteurs qui se déplaçaient vers les « terres incultes » (Lobato 1979; Araujo 1993). En fait, d'une certaine manière, un regard plus attentif aux processus de colonisation permet de distinguer le *front pionnier* du *front démographique* (Martins, 1975 en Araujo 1993), mais aussi la *colonisation dirigée* de la *colonisation spontanée* (Leyva & Ascencio 1997). Car, dans le premier cas, ce fut une distinction entre les agriculteurs capitalistes et ceux qui servaient en tant que main d'œuvre, directement ou indirectement, pour le déboisement. Tandis que, dans le second cas, il s'agissait de la distinction entre un déplacement vers des terres basses à partir d'une disposition gouvernementale et celui entrepris par des groupes qui essayaient de résoudre le problème de la carence de terres de manière indépendante. En particulier dans le contexte du Chiapas, la distinction de la colonisation spontanée permet de mettre en évidence la condition indigène de beaucoup des colonisateurs qui s'introduisirent dans la forêt Lacandona à partir des années 1940 et 1950 (Leyva 1995; De Vos 1995). Cette situation est différente d'autres processus de colonisation, dans lesquels la population indigène était la plus affectée par le fait que son espace de vie fût perturbé face à l'avancée du front de la colonisation (Fajardo &

Urbina 1998; Ramos 1984; Jones 1984). Par rapport à ce cadre, il faut préciser que cette circonstance mena à une forte distinction entre les « indigènes » et les « colons sans terre » et mena éventuellement à la reconnaissance de la complexité des fronts pionniers, en faisant la différence entre indigènes, *seringueiros*, *caboclos*, *ribeirinhos*, paysans métis, minorités africaines, en tant que secteurs de la population sujets à dynamiques structurelles d'exploitation (Aubertin & Pinton 1996; Gómez 1999; Arocha 1999). Dans ces travaux, clairement intéressés à mettre en évidence la dimension culturelle des situations associées aux processus de colonisation, les indigènes étaient souvent considérés comme les groupes qui depuis plus longtemps habitaient la forêt ou mieux, les *peuples de la forêt* par excellence. Et, puisque la connaissance que certains groupes ont de leur environnement forestier confirme cela, (Descola 1987; Van der Hammen 1992; Karadimas 2005), l'idée de l'indigène en tant que sujet avec un bagage écologique spécial s'affirma en plusieurs contextes sociaux. Mais il faut signaler que cette vision n'a pas été nécessairement valable dans le cas de la forêt de Lacandona, où « l'indigène » s'est exprimé de manière beaucoup plus complexe. Pas seulement parce que la plupart de la population colonisatrice était constituée des groupes *tseltales*, *tsotsiles* et *ch'oles* mais aussi parce que les dispositions gouvernementales du début des années 1970 générèrent un climat de confrontation entre ces groupes et le peu de familles indigènes qui étaient installées dans la forêt depuis le XVIIe siècle et qui s'étaient associées aux groupes *lacandonnes* trouvés là-bas au moment de la conquête espagnole (De Vos 1995; 2002).

La question de « l'indigène » dans le cas particulier de la colonisation de Marqués de Comillas n'est pas simple non plus, puisque même ici arrivèrent différents groupes d'indigènes précédemment installés dans des localités de l'Etat du Chiapas, en plus des groupes d'indigènes d'autres Etats du Mexique et de familles qui pourraient facilement être associées aux « métis ». Comme il a été dit précédemment, je peux affirmer que le processus de colonisation traité dans cette recherche offre un panorama très différent de celui des recherches où les groupes d'indigènes ont vécu pendant des années dans l'écosystème de la forêt, mais aussi différent des études centrées sur les processus de colonisation spontanée entreprise principalement par des groupes d'indigènes de l'Etat du Chiapas (Lobato 1979; Ohlenz 1985; Leyva 1995; García 1999). Relativement à cela, la chose la plus importante est de dire que la colonisation de Marqués de Comillas se différencie de celle vécue dans d'autres régions de la Forêt Lacandona parce que l'Etat-même promut l'occupation de ces terres. De cette manière, il fut possible que des groupes sans terre, qui utilisaient différents moyens

d'auto-identification (y compris les ethniques) et qui provenaient de différents endroits du pays, finirent par s'établir dans une des parties les plus au sud-est du territoire national. Considérant que ces recherches ne seront pas traitées, comme étant centrales, les raisons pour lesquelles l'Etat mexicain joua un rôle central dans la colonisation de Marqués de Comillas, il suffit de dire que l'action gouvernementale à ce niveau était liée à l'intérêt de renforcer ce point de la frontière nationale qui est proche de l'Etat voisin du Guatemala. Le lecteur plus intéressé par cette dimension de la région peut se référer aux études de González Ponciano (1990; 1995), Pohlenz (1991) et Gutiérrez & Herrera (1995). Pour revenir aux caractéristiques de la colonisation de Marqués de Comillas, je voulais signaler que, justement, la diversité d'origines et de formes d'auto-identification des colonisateurs a représenté pour moi un intéressant défi ethnographique et un exercice d'interprétation différent. Ce fut dans la mesure où le passé récent et le présent de la population colonisatrice m'ont obligée à faire face à une réalité complexe où les frontières entre « l'indigène » et « le métis » peuvent se comprendre avec plus ou moins de clarté, selon la dimension de la réalité dont il s'agit. Ici-même, le fait que j'aborde la configuration et des groupes et des territoires spécifiques dans un milieu forestier, m'a mise dans un contexte très différent de celui dont partent les études sur des communautés ayant une grande tradition au sein de l'anthropologie. Comme on verra dans mon écrit, ces deux circonstances devinrent des éléments clé pour l'analyse de la problématique environnementale qui m'a intéressée et de laquelle je parlerai par la suite.

Pour commencer, je dois dire que même si les colonisateurs de Marqués de Comillas ne sont en rien similaires aux agriculteurs capitalistes qui repoussèrent certains des fronts pionniers au Brésil, ils peuvent tout de même être considérés comme des sujets qui émergèrent sous le signe d'un élan agraire qui caractérisa l'Etat mexicain pendant le XXe siècle. C'est-à-dire dans un contexte dans lequel la terre était considérée comme la base pour augmenter la productivité agricole et qui fit des bénéficiaires des terres, comme l'a bien dit Warman (1972), « les fils préférés du régime ». Or, malgré le fait que vers les années 1960 la réforme agraire avait montré ses limites par rapport aux différents problèmes ruraux, l'Etat continuait de distribuer la terre plus comme un « palliatif, comme un moyen politique et pour contrôler les paysans » (1972, 11) que comme une mesure claire pour dissoudre les relations d'exploitation dans lesquelles était enfoncée une bonne partie du secteur rural. En fait, ce fut dans cette logique que Marqués de Comillas, forêt épaisse et lointaine du sud-est mexicain, fut déclarée « terre nationale » ouverte à la colonisation. En faisant cela, l'Etat voulut, comme dans d'autres parties du territoire national, donner place à un élargissement de la frontière

agricole. Il faut préciser que vers 1970 la colonisation d'autres secteurs de la Forêt Lacandona était déjà un motif de controverses pour les conséquences environnementales qu'elle comportait. Mais avec la transformation de l'écosystème de la forêt de Marqués de Comillas parut le prix à payer pour renforcer la frontière avec le Guatemala et, à cause de cela, exercer le pouvoir sur la terre et les autres ressources que l'on aurait pu rencontrer (González Ponciano 1990). Pour les centaines de familles qui se déplacèrent là-bas, se considérer comme des colons signifia, avant tout, la possibilité d'accéder à un morceau de terre duquel vivre. Pour cela, dans *l'imaginaire* de beaucoup parmi eux et elles, le destin de la forêt n'était que d'être exploitée pour ce qu'elle pouvait offrir, pour ensuite être déboisée pour en faire des champs à cultiver, plus ou moins grands, selon la disponibilité de chacun. Ainsi s'est dessiné le destin de la région. Ainsi que, avec le temps, l'écosystème de la forêt vit une intense transformation en rythme avec la configuration de l'image de Marqués de Comillas en tant que terre d'élevage, à cause de ses bas reliefs. Dans ce processus, les colons aussi acquirent une image qui les présentait comme un groupe de gens venus de l'extérieur de l'Etat de Chiapas, en moyenne étrangers à la réalité de Chiapas et pourtant décidés à faire leur vie dans la région, pour autant que cela signifiait « détruire » la forêt. Les colonisateurs, de leur côté, élaborèrent une image d'eux-mêmes fondamentalement fondée sur la fierté d'être arrivés à Marqués de Comillas dans des conditions assez précaires, d'avoir supporté et fait face aux difficultés d'"être dans la forêt" et de se savoir acteurs d'une histoire à laquelle peu pourraient croire, considérant les opportunités et le confort dont ils bénéficient aujourd'hui : routes non-pavimentées, routes, internet, services publics, centres d'éducation, véhicules, transports publics, marchandises diverses, maisons en béton, etc. Mais, pour aller au delà des images, qui la plupart du temps ont un effet homogénéisant sur la réalité qu'elles représentent, il est important de prêter attention aux différences qui caractérisent la population et le *paysage*, qui s'est façonné année après année pendant la colonisation jusqu'à aujourd'hui. Seulement, en faisant ceci, je peux attirer l'attention sur l'aspect qui généra l' intérêt majeur pour ce panorama marqué par le déboisement.

Comme je l'ai dit précédemment, et contrairement à ce que croient beaucoup de personnes au Chiapas, nombreuses furent les familles « chiapanèques » qui arrivèrent aussi ici à Marqués de Comillas pour chercher des terres. D'ailleurs, plusieurs d'entre elles se considèrent comme faisant partie de ce qu'ici dans la région on appelle les « personnes indigènes ». Or, ceux qui n'utilisent aucune forme d'auto-identification ethnique, par le fait de ne pas parler de langues indigènes, dans leur quotidien et dans leur interaction avec d'autres

colonisateurs, au lieu de se considérer comme des « métis », se considèrent comme “*chiapanecos*”, “*tabasqueños*”, “*oaxaqueños*” ; parmi les autres catégories qui font allusion à l'Etat fédéral dans lequel ils sont nés ou duquel ils proviennent. Avec cette brève esquisse des expressions de distinction sociale qui caractérisent la population colonisatrice, il est possible de voir d'un seul regard la complexité culturelle qui s'entrelace avec les formes d'interrelation avec les environs de la forêt. Relativement à cela, je peux dire que les écosystèmes de la forêt se réduisirent considérablement dans la plupart des localités qui surgirent dans le *paysage*, mais il existe certaines localités qui conservent encore une bonne partie de leur territoire couverte de forêt. Je me réfère à des aires forestières de plus de 500 hectares d'extension et qui habitent approximativement de 2000 à 3000 has et entre 200 et 600 personnes. De cette façon, dans l'ensemble régional, il s'agit de localités qui, jusqu'à aujourd'hui, représentent une exception qui attire l'attention de différentes institutions gouvernementales et non gouvernementales. De fait, dans quelques-unes, depuis un peu plus de 7 ans, s'accomplissent des processus d'organisation relatifs à l'offre de services touristiques, à la participation dans les marchés bénévoles de séquestration du charbon et, plus récemment, avec les subventions gouvernementales pour la conservation de zones forestières de propriété communautaire. En ce qui concerne la population qui s'installe dans ce type de localités, je peux affirmer qu'il s'agit de groupes qui arrivent à se référer aux zones forestières présentes dans leur territoire en utilisant la catégorie de « réserve forestière », « aire de conservation » ou d'autres similaires, tandis qu'ils expliquent leur conservation comme le résultat d'une « décision communautaire ». En tenant compte de ce que nous avons esquissé auparavant, il est clair que l'image de colonisateur à laquelle j'ai fait allusion dans les paragraphes précédents, paraît se briser ou du moins entrer en contradiction avec ce que disent ou font les membres de certaines localités fondées à Marqués de Comillas. Or, dans ce cadre, dans lequel j'ai mis en évidence les différences et les particularités régionales, les actions que l'Etat mexicain a entreprises dans ce territoire depuis la colonisation jusqu'à aujourd'hui ne paraissent pas cohérentes non plus. Ceci parce que dans les années 1970, les différents gouvernements ont fait le nécessaire pour assurer la colonisation et la transformation des environs de Marqués de Comillas et aujourd'hui les conditions se sont créées pour assurer la durabilité des restes de la forêt qui sont encore là ; en partie à travers les subventions mais aussi à travers d'autres types de mécanismes. Par rapport à cela, il est important de dire que, en cohérence avec les données recueillies sur le terrain, les sommes reçues des programmes gouvernementaux pour la sauvegarde écologique (environ 1000 MXN par an), sont loin d'être les mêmes reçues dans le cadre des programmes pour l'élevage du bétail (entre 2000 et 20000 MXN par an, selon le

producteur). De manière à ce que la présence de zones forestières dans certaines localités, les pratiques d'organisations relatives à la conservation des mêmes et la manière d'en parler, paraissent faire allusion à un changement culturel beaucoup plus complexe. Un changement dans lequel les aides gouvernementales sont seulement un élément dont il faut tenir compte. Donc, la question qui surgit et qui dirige la recherche est : « Comment fut-il possible que des « *paysans* » surgis grâce à *l'élan agraire* caractéristique de l'Etat mexicain, dans les 4 dernières décennies, soient parvenus à s'intéresser à la conservation de l'écosystème forestier présent dans des localités qui se sont formées après un processus de colonisation et d'appropriation intensive des ressources de la forêt ? ».

Pour répondre à cette question, j'ai construit ma recherche à partir de la comparaison entre des cas d'étude. C'est-à-dire en réalisant un travail de terrain dans trois populations de Marqués de Comillas qui ont en commun le fait d'avoir des zones forestières dans leur territoire. A partir de là, d'autres questions ont surgi, parmi lesquelles il faut en mentionner trois qui correspondent à chacune des préoccupations qui conduisirent les différentes parties de ma rédaction. Dans un premier temps du processus d'analyse et avec l'intention de comprendre et de décrire les formes d'interaction avec les environs de la forêt, j'ai essayé de répondre à la question de savoir s'il s'agissait de groupes humains qui établissaient une relation avec l'environnement totalement différent du reste de la population. Dans un deuxième temps, plus intéressée par les dynamiques de l'organisation entre les familles colonisatrices qui s'approprièrent des environs dans la volonté d'accéder à un morceau de terre, je me suis fondamentalement demandé comment ces populations sont arrivées à établir qu'elles appartenaient à un groupe et à un territoire spécifique. Et, finalement, dans un troisième temps, en voulant aborder les expériences de l'organisation concrète des groupements autour de leurs zones forestières, je me suis préoccupée de savoir comment interpréter le fait que dans le quotidien ils puissent parler de l'existence des réserves forestières comme d'une réalité voulue, à la base, par une décision « communautaire ».

Comme on pourra le remarquer dans la suite de la recherche, répondre à cette question m'a permis de clarifier plusieurs aspects de la réalité en question. En premier lieu, j'ai pu approfondir les formes d'interaction que différentes familles ont établies avec les environs dits « naturels », dans leur passé précédent au déménagement dans la forêt, et au moment de leur arrivée à Marqués de Comillas. De cette manière, j'ai abordé ce que j'appelle les images de la *terre* et de la *montagne* parmi les colonisateurs ; c'est-à-dire ces manières d'envisager et

d'octroyer de la valeur à certains éléments de l'environnement où ils sont nées et desquels ils se sont vus obligés de partir à cause de différentes circonstances. De la même façon, je suis parvenue à comprendre le mot *montagne*, souvent utilisé par les colonisateurs pour se référer aux lieux où prédominent les arbres¹, de la même manière que j'ai pu comprendre pourquoi il était inadéquat, dans ma recherche, utiliser un schéma d'opposition « indigènes vs. Métis » afin de comprendre les processus d'interaction entre les groupes humains et l'environnement « naturel ». En plus des aspects que j'ai voulu clarifier avec les questions mentionnées, il y eut l'importance de ce que j'appelle le *sentiment communautaire* dans la compréhension de celle que j'ai appelé la transition entre *montagne* et « réserve forestière ». La première idée m'aida à mettre en évidence les changements sociaux et culturels vécus par trois des groupements qui se formèrent pendant la colonisation de la région de Marqués de Comillas. La seconde idée me permit de décrire les changements symboliques et concrets expérimentés par l'environnement forestier encore présent dans les territoires appropriés par ces mêmes groupements.

Il est important de préciser qu'en parlant de *sentiment communautaire*, je me réfère au processus de production d'une idée « du collectif » entre les familles qui se sont installées dans le territoire de propriété communautaire, aussi appelées *ejidos*. Et, en faisant attention à cette production, j'ai pu faire remarquer comment les populations colonisatrices ont cherché au jour le jour à se voir de cette façon, en tant que groupes capables d'entreprendre des actions collectives. Par exemple, pour donner forme aux villages et faire la répartition des terres cultivables. D'autre part, m'interroger sur l'idée « du collectif » m'a permis de montrer comment la perception d'être un groupe a surgi, s'est déstabilisée ou est restée une question en dispute dans le quotidien de chacun des groupes traités dans cette recherche. C'est pour cela que je peux parler du *sentiment communautaire* en tant que perception partagée ou consensuelle qui émerge dans certaines circonstances et qui provoque chez les personnes un intense sentiment d'appartenance à un groupe, à un territoire et à une volonté d'action collective. De manière complémentaire, je peux dire que c'est le dynamisme qui caractérise le *sentiment communautaire* puisqu'elle émerge, se fragilise, se réactualise, se réajuste, se renforce, se dilue ou simplement anhéle sans le concrétiser. Maintenant je dois ajouter que

¹ Dans ce sens, le lecteur doit comprendre que le mot *montagne* ne correspond pas aux élévations du relief, mais à la forêt épaisse et non travaillée. Pour les élévations du relief, les colons utilisent différentes catégories (*cerro*, *peña*, *piedra*), plutôt relatives au mot colline.

dans le cas des groupes colonisateurs sur lesquels je me suis concentrée, l'idée de « le collectif » s'est produite en fonction des dispositions officiels à propos de la constitution, le fonctionnement et la réglementation qui définissent *l'ejido* au Mexique. Cela, du fait que l'ejido fut la figure agraire à partir de laquelle l'état mexicain garantit l'accès à la terre aux colonisateurs de Marqués de Comillas. De manière que la quête d'un *sentiment communautaire* tend à coïncider avec les paramètres de l'organisation de *l'ejido* et, par conséquence, elle tend à reproduire la relation de pouvoir que les populations des *ejidos* établissent avec l'état mexicain depuis la colonisation. Plus tard je reprendrai l'importance de l'idée et de la force matérielle de ce que l'on appelle « état » par rapport aux processus de changement reportés. Pour l'instant il suffit de dire que sans tenir compte la quête d'un *sentiment communautaire* entre les populations colonisatrices, il est difficile de comprendre le processus à travers lequel la *montagne* des ejidos subit une transformation symbolique et matérielle. En me basant sur l'ethnographie de certaines pratiques d'organisation, je peux affirmer que, grâce à la recherche ou à l'existence d'un *sentiment communautaire*, la *montagne* arrêta d'être un élément de second ordre dans les priorités de « la vie en communauté ». C'est-à-dire qu'elle devint un *objet naturel* vers lequel se dirige la plupart des actions collectives entreprises par ceux qui détiennent les droits de propriété sur les lieux où elle se conserve. Comme cela, donc, jour après jour et de plus en plus souvent, ils utilisent la catégorie « réserve forestière ». Par rapport à cela, il est nécessaire préciser qu'avec cette transition la *montagne*, en plus d'être pensée via les images qu'on s'est faites d'elle avant et pendant la colonisation, est vue à travers d'autres images. Ces dernières sont à la base associées avec les préoccupations institutionnelles concernant le déboisement, émergées à la fin des années '80, et aussi avec les actions institutionnelles qui ont imbibé le quotidien des ejidos depuis la fin des années '90 et rendirent familier le thème de la conservation de la nature.

Vue l'importance de ces préoccupations et de ces actions institutionnelles, je suggère que l'on observe cette période historique de la région de Marqués de Comillas comme faisant partie du processus de *production de la conservation de la nature* qui a lieu, en général, dans la Forêt Lacandona. Il s'agit d'une période lors de laquelle les expériences des membres des ejidos permettent de voir les contradictions et les changements que vivait l'Etat mexicain. En effet, entre les années 1970 et 1980, les décisions gouvernementales, qui d'un côté promouvaient la colonisation et de l'autre avaient l'ambition de la conservation de la Forêt Lacandona, provoquèrent d'importantes contradictions dans la population colonisatrice, y

compris celle installée à Marqués de Comillas, au fond pour le seul fait d'être à proximité de la dite Biosfera Montes Azules (REBIMA) (voir carte 1). De la même manière, au début des années 1990, les différentes actions gouvernementales entreprises à Marqués de Comillas dans l'idée d'éviter la totale disparition de l'écosystème forestier générèrent un ensemble de débats entre des acteurs locaux et institutionnels qui contribua, au moins à un certain degré, à l'agrandissement d'une partie de l'Etat qui jusque là avait peu de capacités de mettre en relation la productivité locale avec la conservation de la biodiversité du territoire national. Ainsi, tandis qu'à l'échelle fédérale se formait le Secrétariat à l'Environnement, Ressources Naturelles et Pêche (SEMARNAP), à l'échelle régionale les colonisateurs-mêmes commencèrent à se poser des questions sur le fait qu'on les considère comme les seuls responsables du déboisement de la forêt. Paradoxalement, les contradictions et les changements expérimentés par l'Etat et par les populations colonisatrices de Marqués de Comillas, impliquèrent dans la pratique la plus drastique transformation des écosystèmes jamais vécue dans la région (1994-1997). Depuis, d'importants changements commencèrent à se produire, pas seulement pour rendre possible la réalisation de projets de conservation (écotourisme, séquestration de CO₂) mais aussi pour que certains groupements de Marqués de Comillas s'approprient le thème de la conservation écologique et commencent leur participation active dans le processus de *production de la conservation de la nature* en entreprenant des pratiques d'organisation et de discussion à travers lesquelles la transition entre *montagne* et « réserve forestière » a atteint un point culminant.

Maintenant, ce qui permet aujourd'hui de considérer les populations colonisatrices comme coproductrices de la conservation de la nature, ne correspond pas à une convergence harmonieuse des intérêts locaux et gouvernementaux. Au contraire, ceci a été un processus qui a surgi de la configuration de différentes relations de pouvoir, *champs de forces* et langages en dispute. Toutes ces notions, je les utilise en accord avec les perspectives d'analyse développées par Nuijten (2003) et par Roseberry (1998 ; 2002), auteurs qui ont travaillé de manière anthropologique les dynamiques qui s'associent souvent au concept de « communauté », tout comme la complexité des processus auxquels faisait allusion Warman en affirmant que les paysans et l'Etat « se défini[ssen]t [chacun] en référence à l'autre et les deux se modifient mutuellement » (1976, 15). De cette manière, j'ai essayé de décrire la quête du *sentiment communautaire*, en explicitant justement les différentes relations de pouvoir qui caractérisent le quotidien et la forme grâce à laquelle les membres des ejidos essaient de les dépasser ou de le déplacer pour, ainsi, s'embarquer dans des projets comme l'obtention des

subventions gouvernementales pour la conservation de leurs « réserves forestières ». J'ai également essayé de décrire les relations de pouvoir que les populations des ejidos établissent avec ce qu'ils appellent d'habitude par « gouvernement », en mettant en évidence les tensions et les contradictions vécues depuis le moment-même où ils ont sollicité les titres de propriété des terres jusqu'aux années plus récentes, quand les groupes des ejidos auxquels je me suis intéressée ont sollicité la reconnaissance de leurs « réserves forestières » en tant que Aires de Protection Naturelle comme celles établies à la charge du gouvernement fédéral. Justement, à travers une révision détaillée de ces processus, j'ai pu comprendre pourquoi dans les ejidos, les populations parlent des aires forestières sauvegardées comme le produit d'une décision qui vient de la « communauté ». De mon point de vue, ceci n'est rien de plus qu'une preuve des relations de pouvoir qui existent entre les populations des ejidos et l'Etat, ainsi qu'une indication de la nécessité expérimentée par ces groupements de se positionner face à l'appareil bureaucratique en charge de définir les paramètres de conservations des écosystèmes de la forêt. Maintenant, il m'est difficile de considérer ce positionnement local comme l'a fait Warman lorsqu'il affirmait que « les paysans, organisés dans leurs propres termes pour l'autonomie et la liberté ont le dernier mot » (1976, 337). Mais je peux suggérer d'observer l'expérience d'organisation autour des « réserves forestières » dans des ejidos, comme une force qui s'alimente sous le signe du *projet hégémonique* (Roseberry 2002) à partir duquel l'appareil de l'Etat mexicain cherche, non sans réactions ni confrontations, la conservation de la biodiversité du territoire national.

Comme j'ai dit auparavant, j'ai organisé ma thèse en trois parties et j'ai composé chacun des trois chapitres différents en réalisant toujours un exercice comparatif entre les différents cas d'étude, aux niveaux ethnographique et analytique. Sans doute ceci a représenté un grand effort de synthèse des aspects les plus pertinents des histoires et du quotidien des ejidos mais aussi un effort pour comprendre le problème de l'étude avec une perspective d'analyse plus ample. De toutes manières, mes interprétations ont été élaborées sans jamais perdre de vue l'importance des particularités historiques, culturelles et politiques de chaque cas et leur interrelation à l'échelle régionale. Aussi je peux dire que la forme dans laquelle se sont structurés les différents chapitres m'a amenée à analyser le problème de la recherche à la lumière d'un large spectre de discussions scientifiques.

Et donc, dans la première partie, j'ai décrit les formes d'interaction avec les environnements d'origine et d'arrivée, en introduisant dans l'analyse les dilemmes relatifs aux

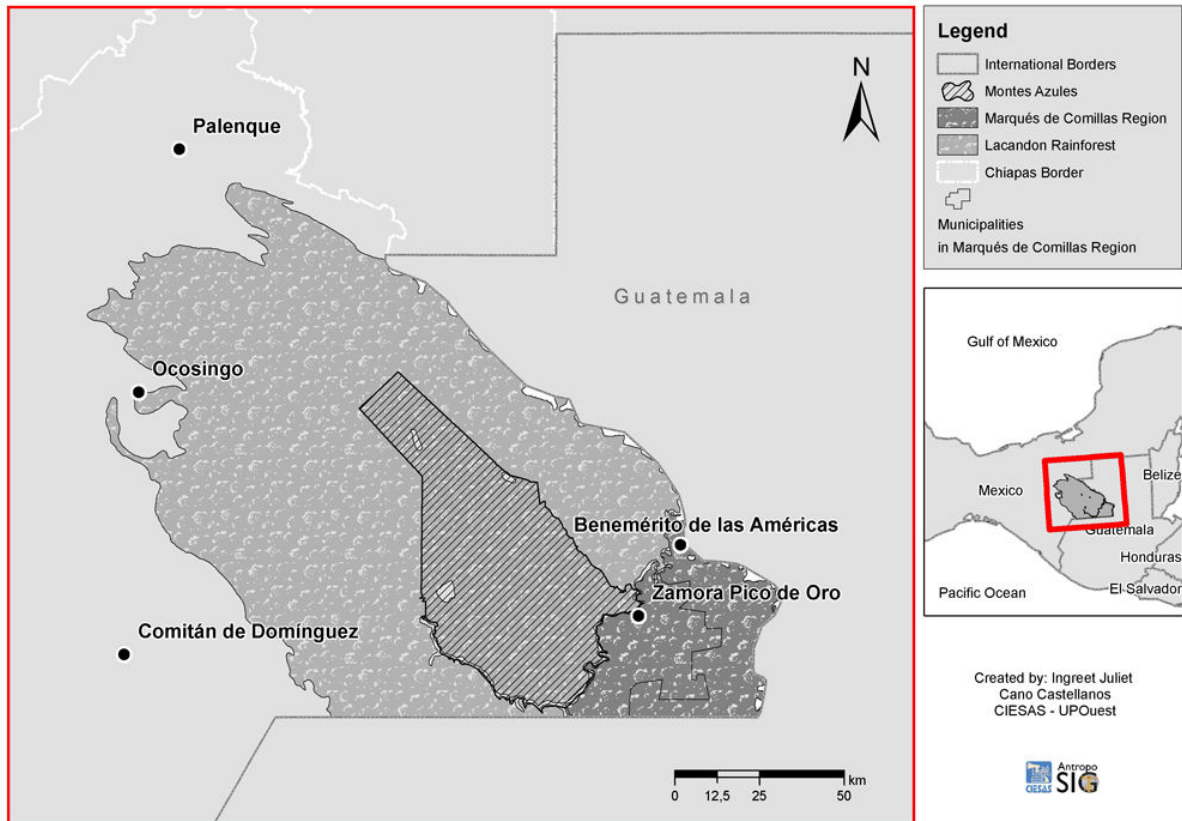
différentiations entre « l'indigène » et « le métis », en arrivant à déterminer leur importance relative dans la compréhension de la durabilité des écosystèmes de la forêt dans les terres colonisées. Par rapport à cela, je dois préciser qu'une exploration des travaux anthropologiques sur les conceptions spatiales entre certaines populations indigènes (Monaghan 1995; Carmagnani 1988; Becquelin & Breton 2003; Pitarch 1996) m'a aidée à approfondir de manière détaillée les contenus des catégories utilisées pour différencier les éléments présents dans les alentours (*montagne*, terre, champs, acahuales, quemadales) ; mais aussi les forts processus de changement culturel que vivaient les colonisateurs depuis plusieurs générations antérieures (Chapitres 1, 2). Il me fut donc nécessaire de lire les trajectoires de vie différentes et révolutionnaires en tenant compte des analyses relatives aux imbrications entre les dynamiques de différenciation ethniques et de classe sociale (Schryer 1990; Pitarch 1995) (Chapitres 2 et 3).

Dans la deuxième partie, je me suis proposé de décrire de manière détaillée ce que cela représenta de s'approprier et de mettre en pratique ce que serait un ejido (Chapitre 4). Pour cela, j'ai introduit dans l'analyse la question de la production d'une idée « du collectif » avec l'objectif d'offrir une vision adéquate de ce que d'autres auteurs ont abordé à partir de concepts comme « communauté », « idéologie communautaire », « communauté discursive », « communalisme » (Van der Haar 2000; Crehan 1997; Nuijten 2003; Escalona 1998; 2000; Eiss 2010; Galinier 1987; s.d.; Hall 2009; Viqueira 2002; Rus 1995; Mosse 1998, entre autres). En premier lieu, ceci m'a amenée à définir avec mes propres mots la notion du *sentiment communautaire* en soulignant bien, que, en faisant cela, je ne veux faire allusion ni à des ordres ni à des types idéaux de communauté. En second lieu, la perspective adoptée me fit analyser les dynamiques de l'action collective et les relations de pouvoir local à la lumière d'une dimension culturelle et communicative entendue comme production de signes et significations qui configurent des espaces sociaux particuliers (Lomnitz-Adler 1995) (Chapitre 5). En tout dernier lieu, en mettant en relief l'interrelation contradictoire entre l'individuel, le familial et le collectif, j'ai réalisé une nouvelle lecture des relations de pouvoir local et la quête du *sentiment communautaire*. (Chapitre 6). Il est important de mentionner qu'en réalisant cette partie de la thèse, j'ai pu identifier les facteurs qui ont contribué indirectement à ce qu'une bonne partie des couvertures de la forêt soit restée quasi intacte dans les territoires appropriés. C'est pourquoi je peux affirmer que la *montagne* perdura pour une part grâce à l'économie de soutien qui maintient en vie aujourd'hui encore la plupart des familles ; pour une autre part, grâce à l'attachement aux dispositions agraires par rapport à la

répartition des terres de l'ejido et dans une autre part encore grâce au contexte politique de restriction forestière qui a été mise en place à la fin de la période de colonisation. Il n'est pas nécessaire de dire que la compréhension de chacun de ces facteurs se fit à la lumière des histoires de chaque groupe de l'ejido.

Dans la troisième partie, j'ai accompli l'exercice de mettre en relation l'environnemental avec le politique. Pour cela, j'ai prêté attention aux *interventions* institutionnelles à travers lesquelles ont convergé les populations locales, les fonctionnaires gouvernementaux et plus récemment les organisations non gouvernementales (Chapitres 7,8 et 9). De cette manière, j'ai pu décrire le processus à partir duquel se sont produits des transformations dans les différents membres des ejidos et dans les aires forestières qui perdurent encore dans les territoires et aussi dans les formes dans lesquelles les acteurs des institutions concevaient les populations colonisatrices et ont redéfini le rôle qu'elles devaient jouer face à la détérioration des écosystèmes de la forêt. Ainsi, j'ai donc établi le lien que les populations des ejidos établirent avec quelques acteurs institutionnels, mais aussi les projets éco-touristiques et de séquestration de CO2 en tant qu'expressions concrètes de la *production de la conservation de la nature*. Dans la dimension locale, liens et projets de conservation furent des expériences qui aidèrent à la transition symbolique et matérielle que vécut la *montagne* pour pouvoir être nommée « réserve forestière ». Il est clair que, à ce niveau, ceux qui consacrèrent la catégorie furent les membres des ejidos, dans un processus que j'ai défini comme le travail pour *diriger le sentiment communautaire vers le thème de la conservation* (Chapitre 8). Maintenant, vue l'importance de la position assumée par les populations, tout comme l'incidence des actions institutionnelles, j'ai fini par lire le processus de changement en l'entendant comme la configuration d'un *champ de force* différencié, traversé par des relations de pouvoirs, exercices de contextualisation et luttes discursives (Roseberry 2002; Bourdieu & Waquant 1995; Latour 1992; Nuijten 2003). Dans cette perspective, j'ai discuté de la difficulté de comprendre le changement au niveau local comme l'émergence de « sujets environnementaux » (Agrawal 2005). De cette manière j'ai pu mettre en évidence les travaux qui analysent les relations de pouvoir entre « Etat » et « communautés » sans les considérer comme des entités autonomes qui s'opposent (Chapitres 7 et 9) (Roseberry 2002; Mosse 2003).

Ayant offert un panorama de la structure de la recherche, j'invite le lecteur à entrer dans l'analyse d'un Marquès de Comillas dont les populations ont vécu intensément les défis qu'ont représentés la colonisation et la sauvegarde écologique de la forêt.



Carte 1. La région Marqués de Comillas en tant que partie de la Selva Lacandona.

Bibliographie

- Agrawal, Arun. 2005. *Environmentality. Technologies of Government and the Making of Subjects*. United States of America: Duke University Press.
- Albaladejo & Tulet, ed. 1996. *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation de nouveaux territoires*. Paris: L'Harmattan.
- Araujo, Roberto. 1993. *La cité domestique: stratégies familiales et imaginaire social sur un front de colonisation en Amazonie brésilienne*. Paris: Thèse pour obtenir le Doctorat d'Ethnologie, Université de Paris X-Nanterre.
- Arnauld de Sartre, Xavier. 2006. *Fronts pionniers d'Amazonie. Les dynamiques paysannes au Brésil*. Paris: CNRS Éditions.
- Arocha, Jaime. 1999. «Redes polifónicas deshechas y desplazamiento humano en el afropacífico colombiano». En *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*, Fernando Cubides y Camilo Domínguez, 127-147. Santafé de Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Humanas, CES.
- Aubertin & Pinton. 1996. «De la réforme agraire aux unités de conservation. Histoire des réserves extractivistes de l'amazone brésilienne». En *Les fronts pionniers de l'Amazonie brésilienne. La formation de nouveaux territoires*, Christophe Albaladejo et Jean-Christian Tulet. Paris: L'Harmattan.
- Becquelin & Breton. 2003. «¿Cuál espacio para los kabinal de Bachajón?» En *Espacios Mayas. Usos, representaciones, creencias*, Alain Breton, Aurore Becquelin, Mario Humberto Ruz. México: UNAM, Centro de Estudios Mayas, Centro de Estudios Mexicanos y

Centroamericanos.

Bourdieu & Waquant. 1995. *Respuestas por una antropología reflexiva*. México: Grijalbo.

Carmagnani, Marcelo. 1988. *El regreso de los dioses. El proceso de reconstitución de la identidad étnica en Oaxaca. Siglos XVII y XVIII*. México: Fondo de Cultura Económica.

Crehan, Kate. 1997. *The Fractured Community: Landscapes of Power and Gender in Rural Zambia*. Berkeley, California: University of California Press.

De Vos, Jan. 1988. *Oro Verde. La conquista de la Selva Lacandona por los madereros tabasqueños, 1822-1949*. México: Instituto de Cultura de Tabasco, Fondo de Cultura Económica.

———. 1995. «El Lacandón: una introducción histórica». En *Chiapas. Los Rumbos de otra historia*, Juan Pedro Viqueira y Mario Humberto Ruz. México: UNAM, CIESAS.

———. 2002. *Una tierra para sembrar sueños. Historia reciente de la Selva Lacandona. 1950-2000*. México: Fondo de Cultura Económica, CIESAS.

Descola, Philippe. 1987. *La Selva Culta: Simbolismo y Praxis en la Ecología de los Achuar*. Lima, Perú: Ediciones Abya-Yala, Instituto Francés de Estudios Andinos.

Eiss, Paul. 2010. *In the Name of El Pueblo: Place, Community, and the Politics of History in Yucatán*. Duke University Press. Durham.

Escalona, José Luis. 1998. *Etucuaró, La Reconstrucción de la Comunidad: campo social, producción cultural y Estado*. Zamora, Michoacán: El Colegio de Michoacán.

———. 2000. «Comunidad: Jerarquía y Competencia. Examen a través de un pueblo contemporáneo». *Anuario del Instituto de Estudios Indígenas de la Universidad Autónoma de Chiapas VIII*: 179-211.

Fajardo & Urbina. 1998. *Colombia Orinoco*. Bogotá: FEN Colombia.

Galinier, Jacques. s.d. «Communauté et conflits idéologiques à Santa Ana Hueytlalpan l'exemple du carnaval».

———. 1987. *Pueblos de la Sierra Madre. Etnografía de la comunidad Otomí*. México: Instituto Nacional Indigenista, Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos.

García, José Andrés. 1999. «La colonización chol de la selva: La fundación de Frontera Corozal». *Anuario 1999. Departamento de Patrimonio Cultural e Investigación. Instituto Chiapaneco de Cultura*.

Gómez, Augusto. 1999. «Estructuración socio-espacial de la amazonía colombiana, siglos XIX-XX». En *Desplazados, migraciones internas y reestructuraciones territoriales*, Fernando Cubides y Camilo Domínguez, 21-40. Santafé de Bogotá: Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Humanas, CES.

González Ponciano. 1995. «Marqués de Comillas: Cultura y Sociedad en la Selva Fronteriza México-Guatemala». En *Chiapas. Los Rumbos de otra historia*, Juan Pedro Viqueira y Mario Humberto Ruz. México: UNAM, CIESAS.

González Ponciano, José. 1990. «Frontera, ecología y soberanía nacional. La colonización de la franja fronteriza sur de Marqués de Comillas». *Anuario 1990. Departamento de Patrimonio Cultural e Investigación. Instituto Chiapaneco de Cultura*.

Gutiérrez & Herrera. 1995. *Política Petrolera y Desarrollo Regional en Marqués de Comillas*. San Cristóbal de las Casas, Chiapas: Tesis para obtener el grado de licenciatura en Economía, Universidad Autónoma de Chiapas, Facultad de Ciencias Sociales.

Hall, Ingrid. 2009. *De la loi à l'esprit : ethnogenèse récente d'une communauté paysanne des Andes sud péruviennes*. Nanterre: Tesis para obtener el grado de doctora en Etnología, Université de Paris Ouest, Nanterre La Défense.

- Harvey, Neil. 2004. «Benemérito de las Américas y Marqués de Comillas». En *Estudios Monográficos: Nuevos Municipios en Chiapas*, Burguete, Aracely y Xochitl Leyva, Volumen I:137-235. Chiapas, México: Gobierno del Estado de Chiapas, Biblioteca Popular de Chiapas.
- . 2007. «La Remunicipalización en Marqués de Comillas y Benemérito de las Américas: Entre la Vía Institucional y la Vida Cotidiana». En *La Remunicipalización de Chiapas: Lo Político y La Política en Tiempos de Contrainsurgencia*, Xochitl Leyva y Araceli Burguete. México: CIESAS, Miguel Angel Porrúa, Cámara de Diputados LX Legislatura.
- Jones, James. 1984. «Native Peoples of Lowland Bolivia». En *Frontier Expansion in Amazonia*, Marianne Schmink & Charles H. Wood. Gainesville: University Presses of Florida.
- Karadimas, Dimitri. 2005. *La Raison du corps. Idéologie du corps et représentations de l'environnement chez les Miraña d'Amazonie colombienne*. Paris: Peeters, SELAF.
- Latour, Bruno. 1992. *Aramis ou l'amour des techniques*. Paris: Éditions La Découverte.
- Leyva & Ascencio. 1997. *Colonización, Cultura y Sociedad*. Chiapas, México: Universidad de Ciencias y Artes de Chiapas.
- Leyva, Xochitl. 1995. «Catequistas, Misioneros y Tradiciones en las Cañadas». En *Chiapas. Los Rumbos de otra historia*, Juan Pedro Viqueira y Mario Humberto Ruz. México: UNAM, CIESAS.
- Lobato, Rodolfo. 1979. *Qu'ixín Qu'inal: La colonización tzeltal en la Selva Lacandona*. México: Instituto Nacional de Antropología e Historia, Secretaría de Educación Pública.
- Lomnitz-Adler, Claudio. 1995. *Las Salidas del Laberinto: Cultura e Ideología en el Espacio Nacional Mexicano*. México: Joaquín Mortiz.
- Mariaca, Ramón. 2002. *Marqués de Comillas Chiapas: Procesos de Inmigración y Adaptabilidad en el Trópico Cálido Húmedo de México*. México: Tesis para obtener el grado de Doctorado en Antropología Social, Universidad Iberoamericana.
- Monaghan, John. 1995. *The covenants with earth and rain: exchange, sacrifice, and revelation in mixtec sociality*. Norman, Oklahoma: University of Oklahoma.
- Mosse, David. 1998. «Making and Misconceiving Community in South Indian Tank Irrigation». En Vancouver, British Columbia, Canada. <http://hdl.handle.net/10535/882>.
- . 2003. *The Rule of Water: Statecraft, Ecology and Collective Action in South India*. India: Oxford University Press.
- Nuijten, Monique. 2003. *Power, Community and the State: The political anthropology of organisation in Mexico*. London: Pluto Press.
- Pitarch, Pedro. 1995. «Un lugar difícil: Estereotipos Étnicos y Juegos de Poder en Los Altos de Chiapas». En *Chiapas. Los Rumbos de otra historia*, Juan Pedro Viqueira y Mario Humberto Ruz. México: UNAM, CIESAS.
- . 1996. *Ch'ulel: Una Etnografía de las Almas Tzeltales*. México: Fondo de Cultura Económica.
- Pohlenz, Juan. 1985. «El caso de Nuevo Huixtán». En *Formación histórica de la Frontera Sur*, Andrés Fábregas, Juan Pohlenz y Mariano Baez. México: CIESAS.
- . 1991. *Frontera y Colonización. El caso de Marqués de Comillas en la Selva Chiapaneca*. Chiapas, México: Documento sin publicar.
- Preciado, Juan. 1978. «Reflexiones teórico – metodológicas para el estudio de la colonización en Chiapas». En *Economía campesina y capitalismo dependiente*, Juan Preciado y Jorge Castell. México: UNAM, Facultad de Ciencias Políticas y Sociales.
- Ramos, Alcida. 1984. «Frontier Expansion and Indian Peoples in the Brazilian Amazon». En *Frontier Expansion in Amazonia*, Marianne Schmink and Charles H. Wood. Gainesville: University Presses of Florida.
- Revel-Mouroz, Jean. 1972. *Aménagement et colonisation du tropique humide mexicain: Le versant du Golfe et des Caraïbes*. Paris: Institut

des Hautes Études de l'Amérique Latine.

Roseberry, William. 1998. «Cuestiones Agrarias y Campos Sociales». En *Las Disputas por el México Rural. Transformaciones de prácticas, identidades y proyectos*, Sergio Zendejas y Pieter des Vries. Vol. I. Zamora, Michoacán: El Colegio de Michoacán.

———. 2002. «Hegemonía y lenguaje contencioso». En *Aspetos cotidianos de la formación del Estado. La revolución y la negociación del mando en el México moderno*, Gilbert M. Joseph y Daniel Nugent. México: Ediciones Era.

Rus, Jan. 1995. «La Comunidad Revolucionaria Institucional: La Subversión del Gobierno Indígena en los Altos de Chipas, 1936-1968». En *Chiapas. Los Rumbos de otra historia*, Juan Pedro Viqueira y Mario Humberto Ruz. México: CIESAS, UNAM.

Schmink & Wood, ed. 1984. *Frontier Expansion in Amazonia*. Gainesville: University Presses of Florida.

Schryer, Frans. 1990. *Ethnicity and class conflict in rural Mexico*. Princeton, New Jersey: University Presses of California, Columbia, & Princeton Limited.

Van der Haar, Gemma. 2000. *Gaining Ground: Land Reform and The Constitution of Community in The Tojolabal Highlands of Chiapas, Mexico*. Utrecht, Holanda: Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales. Programa de Costa Rica, Universidad de Utrech, Center for Latin American and Caribbean Studies.

Van der Hammen, Maria Clara. 1992. *El manejo del mundo: naturaleza y sociedad entre los Yukuna de la Amazonía Colombiana*. Bogotá: Tropenbos.

Viqueira, Juan Pedro. 2002. *Encrucijadas Chiapanecas: Economía, Religión e Identidades*. México: El Colegio de México, Centro de Estudios Históricos, Tusquets Editores.

Warman, Arturo. 1972. *Los Campesinos: Hijos Predilectos del Regimen*. México: Nuestro Tiempo.

———. 1976. *Y Venimos a Contradecir: Los campesinos de Morelos y el Estado Nacional*. Ediciones de la Casa Chata 2. Mexico: CIESAS.

Wood & Wilson. 1984. «The Magnitude of Migration to the Brazilian Frontier». En *Frontier Expansion in Amazonia*, Marianne Schmink and Charles H. Wood. Gainesville: University Presses of Florida.